

Le président jouissait d'une foule de prérogatives : le droit exclusif de choisir son cabinet, de nommer des candidats aux postes élus, des gouverneurs, le maire de Mexico et les juges de la Cour suprême ainsi que de choisir lui-même son successeur¹². Le Congrès et la Cour suprême servaient habituellement à appliquer loyalement la volonté du président et à mettre en oeuvre les mesures présidentielles.

Deuxièmement, l'idéologie à la base du nouveau régime de gouvernement était le **nationalisme révolutionnaire**. D'après la Constitution de 1917, cette idéologie prévoyait un rôle interventionniste important pour l'État dans l'économie et défendait l'égalité et la justice sociales. Elle préconisait un État et un enseignement laïcs aux dépens du rôle puissant joué auparavant par l'Église catholique. L'élément nationaliste de l'idéologie consistait en des politiques économiques protectionnistes, tournées vers l'intérieur, et en un sentiment anti-américain. La vaste réforme agraire et la nationalisation de l'industrie pétrolière réalisées dans les années 30 par le président Lázaro Cárdenas étaient caractéristiques du nationalisme révolutionnaire¹³.

Troisièmement, un **contrat social** sous-tendait le nouvel ordre. En échange de leur soutien politique et de l'acceptation du parti et de ses dirigeants, les travailleurs et les paysans mexicains étaient assurés d'une part des fruits de la croissance économique. Le contrat découlait de l'esprit égalitaire de la Constitution de 1917 et des efforts en vue de regrouper des forces sociales disparates sous la bannière du nouveau parti.

Quatrièmement, les grands groupes d'intérêt du parti naissant ont été organisés en fonction du **corporatisme**. Les cinq groupes corporatistes du début étaient le patronat, les ouvriers, les paysans, les fonctionnaires et les militaires¹⁴. Les dirigeants de ces secteurs étaient des membres importants du parti et du gouvernement. Le régime de la représentation des intérêts créait un lien de communication important entre la direction du parti et la base, en permettant au parti de «prêter oreille à la base» et d'exercer sa mainmise sur une grande partie de la société.

¹² La prérogative présidentielle cruciale de choisir son successeur a fini par être appelée le «*dedazo*» (montrer du doigt) ou «*destape*» (dévoilement).

¹³ Entre 1934 et 1940, le gouvernement Cárdenas a fondé quelque 180 000 «*ejidos*» ou communautés agraires, distribuant environ 46 millions d'hectares à 750 000 familles. Voir Alan Riding, *Distant Neighbours*, pp. 53-54.

¹⁴ Les militaires ont cessé par la suite de former un groupe corporatiste distinct, encore que, dans la pratique, ils soient restés loyaux au parti.